

Poursuivre résolument l'action

La journée d'actions du 5 mars à l'appel de la CGT, FO, FSU pour obtenir autre chose dans la loi que le texte d'accord national interprofessionnel MEDEF-CFDT ne sera pas passée inaperçue.

Bien qu'une armada médiatique ait porté les signataires et les partisans de la transcription pure et simple du texte patronal, les manifestations ont rencontré un succès non négligeable. Le gouvernement ne peut donc rester à être le scribouillard de Laurence Parisot, laquelle n'a déjà vu que trop les portes de l'Élysée ouvertes à ses 4 volontés.

La CGT va continuer d'expliquer les dangers d'un accord visant à institutionnaliser la précarité dans tous les domaines et casser le code du travail.

Les salariés et les retraités ne se laisseront pas abuser par des discours lénifiants et surtout contre toute vérité avec le vécu des fermetures d'entreprises, les licenciements, le chômage partiel etc.

Les retraités, dont le niveau des pensions est dans le collimateur des mauvaises solutions gouvernementales, trouveront des raisons supplémentaires d'amplifier leurs mobilisations dans la campagne sur le pouvoir d'achat et seront massivement présents dans toutes les initiatives du 28 mars prochain.

Si l'on y rajoute les coupes sombres dans le budget, c'est notre porte-monnaie, l'emploi, les services publics qui vont encore trinquer.

Le 50^{ème} congrès qui s'ouvre à Toulouse le 18 mars ne manquera pas d'offrir de la perspective pour lutter pour d'autres alternatives sociales.

Vie nouvelle
m'informe
donc je m'abonne
6 numéros par an
au prix de 14,60€

Abrogation du Jour de Carence

Instauré en 2012, présenté comme une mesure d'équité avec les salariés du privé, mesure électoraliste anti-fonctionnaire, il a conduit à des pertes salariales d'un million d'agents payés au niveau du SMIC.

Tout en déplorant que l'abrogation ne soit pas proposée dans le prochain projet de loi de finances par le gouvernement en 2014, la CGT se félicite de la victoire obtenue et appelle les agents à poursuivre les actions pour gagner l'augmentation du point d'indice, la revalorisation de la grille, le développement de l'emploi et des services publics.

PDG de TITAN ...Insultes aux salariés

S'il pouvait y avoir encore de la crédulité sur la philanthropie, l'humanisme des grands patrons, le PDG de TITAN vient d'écrire ce que pensent tout bas l'ensemble de ses acolytes. Il a osé affirmer « que les salariés de Goodyear touchaient des salaires élevés pour 3 heures de travail » sans oublier au passage « le syndicat fou » (la CGT bien sûr!). La réplique de Bernard THIBAUT a été à hauteur de l'attaque. « Cette correspondance est stupéfiante, c'est une insulte à l'égard des ouvriers mais pas seulement. Elle est représentative de l'état d'esprit de ces dirigeants des multinationales qui insultent la démocratie ». On peut même dire qu'on a les mêmes à la maison France.

Négociation ARRCO & AGIRC : suite... mais pas fin !

La négociation sur les retraites complémentaires peut ouvrir la voie à une désindexation, par le gouvernement, des pensions par rapport à l'inflation, et préfigurer la réforme des retraites annoncée cette année. Pour cela le Medef et certaines organisations s'appuient sur une hypothèse du dernier rapport du COR (Conseil d'Orientation des Retraites) qui propose pourtant plusieurs scénarii sur le besoin de financement des retraites.

Quand certains économistes invitent à la prudence, car disent-ils « *déterminer quels seront les besoins de financement du système de retraite dans 50 ans est impossible* », alors pourquoi retenir l'hypothèse la plus noire qui chiffre à 105 milliards d'euros le besoin de financement en

2060, quant un autre scénario prévoit lui un excédent de 90 milliards d'euros ?

Une rencontre a eu lieu le 7 mars (une autre définitive ? doit se dérouler le 13 mars) et aucune organisation ne doit signer ce recul au regard des faibles pensions déjà perçues par nombre de salariés retraités et retraités... Contre l'intransigeance patronale qui conduit au blocage la mobilisation s'impose. En tous cas la CGT attendait qu'avant cette séance le MEDEF fournisse un nouveau texte. Le 5 mars les retraités ont eu toutes les raisons d'être dans les manifestations et rassemblements pour faire changer la donne. Il faut continuer.

La CGT progresse aux élections professionnelles

Avec 12,86 % des suffrages, la CGT progresse à la Banque Postale, tant par rapport aux dernières élections au Comité d'Entreprise (+ 2,24) que par rapport aux élections au Conseil de Surveillance de 2006 (+ 1,59). En 2008 la CGT n'avait pas de candidats. La Fédération CGT, en dénonçant que nombre de salariés n'ont pas pu voter rappelle la spécificité que doit avoir la Banque Postale, issue du service public postal.

Avec 40 % des suffrages exprimés sur l'EPIC SNCF et 30 % sur l'ensemble des filiales, la liste présentée par la CGT à l'élection des représentants des salariés au Conseil d'Administration de la SNCF conforte, de loin, la CGT comme première organisation syndicale malgré les profondes modifications de l'électorat. Aux CCP France Télécoms, la CGT avec 16.65 % progresse et renforce sa 1^{ère} place parmi les employés et agents de maîtrise. Dans les chambres d'agriculture, avec 36 % elle consolide sa 1^{ère} place.

Scandale de la viande de bœuf

Le seul fait de nommer « minerai » les restes de viande qui composent de nombreux plats préparés est révélateur du scandale. Un seul souci anime, ici aussi, les industriels de

l'agroalimentaire, LE PROFIT, au détriment des producteurs et des consommateurs. La « tambouille » n'est pas uniquement dans nos assiettes.

Tradeurs, spéculation, n'on rien à faire avec ce besoin élémentaire de l'homme : se nourrir.

Haro sur les prestations familiales

Voilà encore un nouveau chantier d'austérité ouvert. Deux pistes sont envisagées, l'une prévoit leur fiscalisation et l'autre la réduction des prestations. Cette réforme est uniquement fondée sur une logique comptable visant à rompre avec le salaire socialisé. Elle n'est aucunement motivée par la recherche d'équité et de justice sociale comme le disent certains. La CGT s'oppose à ce plan de rigueur et exige le droit à une politique familiale solidaire, pour une vie familiale épanouie.

Le diesel dans le colimateur

Nous venons de découvrir que le Diesel est responsable de 42 000 morts prématurés en France. Et coïncidence, la Cour des comptes estime qu'il faut mettre fin à la sous-taxation du gazole. Une fois de plus tous les arguments sont bons pour taper dans le portefeuille. Ce serait un coup de plus porté contre les plus défavorisés et contre les retraités. 60% des véhicules en circulation sont des Diesel. Cette mesure rapporterait 7 milliards, il est à craindre que le gouvernement ne résiste pas à cette taxation

Syndicalisation

Notre UFR continue de progresser mais sans aucun doute pas à la hauteur des potentialités de renforcement et surtout au regard des attentes des retraités.

Avec 12067 FNI, nous dépassons pour l'heure de 65 le nombre d'adhérents par rapport à 2011.

Pour être en capacité de mieux agir, chaque syndiqué devrait être en possession de son FNI.

Tout le contenu de ce flash démontre que sans l'intervention par la lutte des retraités et des salariés, pouvoir et patronat s'y engouffreraient encore plus pour porter l'austérité comme étendard permanent au nom du traité européen que le président élu a

oublié de renégocier alors qu'il l'avait promis. Aussi, alors que nous ne réalisons que 16 adhésions, chaque adhérent est concerné pour donner à l'adhésion auprès de ses anciens collègues, anciens adhérents, futurs retraités la force dont elle a besoin.

Plus nous serons nombreux, plus nous serons forts et plus nous donnerons les moyens de les affaiblir dans leurs néfastes objectifs.

Campagne pouvoir d'achat

Les retraités ne sont : ni nantis ni privilégiés. Avec 4 millions de tracts distribués c'est la démonstration lancée par l'UCR qui exige une véritable augmentation des pensions avec un minimum de 1700 € et tout de suite un rattrapage de 300 €. Marchés, cantines, porte à porte, tout rassemblement doit être l'occasion de faire avancer ces revendications. La journée du 28 Mars sera le moyen de nous faire entendre encore plus fort.

L'UFR FAPT CGT appelle d'ores et déjà ses militants(es), ses syndiqués à débattre de la poursuite, notamment en amplifiant l'interpellation des directions Poste et France Télécoms, auprès desquelles elle envisage aussi de solliciter à nouveau des audiences. Cela aura d'autant plus de poids que dans les départements nous « harcèlerons » les directions locales.

Loi sur les retraites de 2013... un remake de 2010 ?

Alors qu'un groupe d'experts a été mis en place par le gouvernement, les conseils, avis, opinions vont bon train du côté de ceux qui s'inspirent de ce qui a été déjà fait. Gouvernement, des syndicats, des élus de la majorité inscrivent leurs pas allègrement dans les lois de régression de 2003 et 2010 et d'y ajouter le gel des pensions. Or, 60 % de la population est opposée à un nouvel allongement du départ à la retraite et de la durée des cotisations. La CGT mise sur l'emploi, la dynamique des salaires et du pouvoir d'achat, une vraie reconnaissance de la pénibilité au travail, le taux de remplacement du salaire pour la retraite. L'action va donc rester l'arme à utiliser pour faire entendre les revendications. Assez d'être coupables de vieillir et en bonne santé.

ANI : La CGT auditionnée par le groupe PS

La CGT a démontré point par point toute la nocivité de l'accord. Bernard Thibault a souligné : « Ils (ndlr : les élus) étaient nombreux, attentifs, un peu déstabilisés parce qu'ils entendent beaucoup de sons de cloche et que beaucoup ne connaissent pas forcément toute la subtilité du droit social. L'objectif était de les convaincre de la

révolution du droit social et de la nocivité de plusieurs dispositions. J'ai voulu les sensibiliser sur l'impact politique, les répercussions sociales et leur démontrer que plusieurs articles vont jusqu'à être en infraction avec des textes internationaux". Il a même ajouté : le Président voulait faire reculer la précarité ; elle va être amplifiée à la puissance dix » Si quelques élus partagent le point de vue de la CGT, la majorité d'entre-eux semble être plus à l'écoute patronale. Pour changer vraiment maintenant, c'est du côté des salariés qu'il faut pencher.

Je m'informe aussi sur :

Le site internet de l'UCR :

www.ucr.cgt.fr

Le site internet de l'UFR :

www.cgt-fapt.fr

International...

Portugal : journée de mobilisation public/privé

La grogne sociale s'amplifie au Portugal qui a été récemment touché par des grèves dans les transports. Les salariés se mobilisent contre les mesures d'austérité. Le 19 mars, à l'appel de la CGTP-IN, aura lieu une "Journée nationale d'indignation et de protestation" de l'ensemble des couches populaires.

Le volcan espagnol "Marée citoyenne" contre l'austérité et la corruption

"Ça ne va pas péter... ça pète". 23 février 2013, des centaines de milliers d'Espagnols ont envahi les rues de 80 villes, pour s'opposer à ce que les 300 organisations, associations, organisatrices, appellent : "un coup d'Etat financier". Dans un *ras-de-tempête* sans précédent la "gauche d'en bas" dit "basta!"

Procès des 24 Sahraouis

En novembre 2010, des dizaines de militants sahraouis ont été arrêtés. Après avoir subi des actes de torture 24 d'entre eux viennent d'être soumis à un procès inique et jugés par un Tribunal militaire en violation du Droit International et de la législation marocaine. La CGT dénonce ce simulacre de justice qui veut briser des militants qui ne cessent d'agir pour faire simplement appliquer les résolutions de l'ONU.